

Isabelle Lefort
Vice-Présidente à la Recherche (Université Lyon 2)

A

Jean-Luc Mayaud,
Président de l'Université Lyon 2

Monsieur le Président,

Ce courrier n'est pas aisé, mais il est devenu nécessaire. J'ai essayé plusieurs fois de me faire entendre, sans résultat. Je suis donc contrainte aujourd'hui de vous poser ma démission des fonctions de Vice-Présidente à la Recherche de notre établissement.

Mes raisons correspondent à deux ordres de motifs, qui l'un et l'autre m'ont empêchée et m'empêchent d'effectuer les missions qui vont avec la fonction.

Le premier relève de l'orientation politique et stratégique de la Recherche. Sans lettre de mission politique, j'ai construit dans un premier temps ce que j'appellerais une feuille de route, à partir des éléments de votre campagne, dans lesquels je me retrouvais évidemment, et d'orientations générales qui me semblaient vous tenir à coeur. Les mots clefs ont été pour moi « Interdisciplinarité » et « recherche et société ». A partir de ces grands axes, j'ai élaboré un premier document d'orientations et de propositions que je vous ai fait parvenir tout début février 2013. Sans validation de votre part, mais après quelques discussions durant le début du printemps, j'ai considéré que ces propositions pouvaient être considérées comme reçues positivement. Au demeurant, rien n'a jamais été discuté ni validé collectivement. J'ai donc mis en œuvre des axes interdisciplinaires (le travail), fait des démarches et établi des contacts pour fédérer autour d'une maison des territoires (IMU, ENTPE, IUL), en même temps que j'ai avancé sur les dossier MILC, 2I2L, SFR d'Economie-Gestion.

A ce jour et dans le contexte renouvelé de la CUE, je tire deux conclusions. La « Recherche » ne semble plus au cœur des préoccupations de l'Etablissement (aucune orientation de votre part sur la façon vous souhaitiez que je défende le dossier dans les groupes de travail de la CUE et de l'AURA) alors même que le Doctorat échappe définitivement à l'Université, que les ED vont être positionnées à la CUE, qu'il est envisagé que les laboratoires (UMR) y soient également rattachés (à court-moyen terme) ainsi que les SFR. J'apprends tout cela à l'extérieur de notre Université, suis en ligne défensive sur les dossiers, alors même que je ne connais pas votre position. Si tant est que j'aie jamais pu avoir de cap dessiné venant de notre équipe, je ne suis plus du tout désormais en capacité d'identifier ce que vous souhaitez pour l'établissement dont vous êtes le Président, comment vous analysez les évolutions en la matière et quelles sont les lignes d'action et de défense que vous envisagez.

A titre personnel, je considère que le pas est franchi qui conduit les Universités vers leur collégisation et ce modèle ne m'inspire ni politiquement, ni scientifiquement. Notre absence de réflexion, collective encore, sur l'articulation entre masters et Recherche dont je continue de considérer qu'il s'agit du dernier garde-fou, n'est pas entamée. J'ai appris hier matin (lundi 7 octobre) que le contrat devait être en place pour janvier 2015 : aucune information en direction du *tempo* que vous souhaitez impulser pour que les laboratoires se mettent en ordre de bilan/projet par rapport aux priorités (lesquelles ?) de notre Université et alors même que la CPU a décidé en juin de demander aux Universités de prioriser leurs domaines. Dans ces conditions, je ne vois absolument pas comment la DRED peut aider les laboratoires et les collègues, comment nous pouvons faire valoir une hiérarchisation de nos besoins et de nos projets, comment nous pouvons envisager de maintenir un quelconque pilotage pour et dans les SFR dont j'ai clairement appris récemment qu'elles devaient rejoindre la CUE. Bref, dans ces conditions, mon travail et mon énergie n'ont plus de sens politique.

A ce premier motif vient s'en adjoindre un second. Celui-ci est d'ordre fonctionnel, apparemment, mais éminemment politique également. Sans refaire une exhaustive généalogie, je rappellerais toutefois quelques éléments factuels. A l'automne 2012, je me suis opposée assez violemment à une visite des laboratoires uniquement pilotée par Pierre-Yves Peguy. Puis, je me suis opposée au court-circuitage de la DRED touchant à la gestion des laboratoires, après que P-Y. Peguy et F. Denoues ont rendu visite à M. Ozel, sans en faire part à H. Hamida (pourtant présente dans le bureau jointif), lui signifiant par courrier que désormais les documents liés aux DBM remonteraient directement à la DBF. J'ai appris au printemps 2013 que P-Y. Peguy souhaitait monter une cellule-convention, information officielle évidemment qui s'est retrouvée confirmée, toujours par les mêmes canaux, au début de septembre 2013. Je vous ai demandé il y a trois semaines si vous étiez au courant et vous m'avez expliqué qu'il n'en était rien. De fait, cette cellule fonctionne et malgré votre demande expresse en réunion de cabinet le lundi suivant, la procédure n'a en rien été arrêtée et la DRED n'en a toujours pas été informée officiellement (d'où quelques menues difficultés pour les laboratoires et leurs gestionnaires...). P-Y. Peguy organise le 11 octobre une réunion générale sur les éléments budgétaires pour les directeurs de laboratoires et les gestionnaires. Ni Anne-Laure Gras, ni moi-même n'y sommes invitées au titre de nos fonctions (j'ai reçu le courrier, je suppose, comme ancienne directrice de laboratoire... et Anne Laure Gras au titre de son ancien poste de gestionnaire...). Les dotations sont parvenues aux laboratoires et je n'en connais toujours pas les montants. Les retours n'ont d'ailleurs pas manqué et comme le disait avec distance et ironie une secrétaire générale, il est désormais possible de fermer la DRED... Enfin, les budgets doivent désormais remonter directement à la DBF. J'ai enquêté auprès d'autres VP-CS, ici et plus loin : cette manière d'opérer n'est pas coutumière.

J'en tire donc plusieurs conclusions :

- Sans portage des ED, sans délivrance du doctorat, une partie importante de la DRED perd ses fonctions
- Sans pilotage et suivi des contrats, conventions et projets de recherche, la DRED perd encore plus ses fonctions
- Sans mise en route d'une politique de valorisation de la Recherche (la seule réunion avec Lyon 3, je n'y ai pas été conviée), la DRED perd totalement ses

fonctions. Je rappelle que j'avais alerté l'équipe dès notre premier séminaire en septembre 2012 sur la nécessité de se mettre en ordre de marche sur ce point.

J'ai d'autres envies professionnelles que d'assurer le suivi administratif d'un Conseil Scientifique qui vit ses derniers mois. J'avais d'autres aspirations pour la Recherche dans les disciplines rassemblées dans notre Université. Je continue d'avoir une plus haute opinion de ce qu'une grande université de LLASHS comme Lyon 2 peut donner à impulser et à faire valoir. Je ne souhaite pas fossoyer la Recherche à Lyon 2.

C'est donc une Vice-Présidence sans soutien de son Président. Pour l'heure la situation est assez simple en fait : à l'amont, une logique de décentrage des cœurs d'impulsion stratégique (et ils ne sont politiquement absolument pas favorables à nos disciplines, je pratique l'euphémisme...) : mais je n'ai pas de goût particulier pour le pilotage à vue dans d'épais brouillards. A l'aval, l'application unilatérale, insidieuse mais têtue, et sans aucune intelligence collective, de logiques uniquement comptables, logiques dont j'avais cru comprendre qu'elles ne correspondaient pas à votre vision de l'Université. Mais je me suis trompée, sûrement : il serait impensable que cela relevât uniquement de la décision de mon collègue aux moyens. D'autres éléments me conduisent finalement de manière assez incroyablement à considérer qu'il s'agit même de votre part d'une reconfiguration volontaire de notre équipe et de nos projets. Je fais bien évidemment ici référence aux deux départs féminins de notre équipe qui m'ont précédée. Je ne peux dès lors que souhaiter me retirer face à ce qui m'apparaît de plus en plus comme une trahison de notre contrat initial.

J'avais accepté votre proposition pour servir nos disciplines, non pour les trahir. La DRED n'a plus vocation à exister à court terme, et pour ce qui est de l'interface avec les laboratoires, ce n'est déjà plus le cas. Il n'y a donc plus besoin de Vice-Présidence et donc de Vice-Président(e).

Je terminerai ce courrier en vous faisant part du sentiment d'un réel échec dans la mise en œuvre du contrat initial de campagne et d'un profond désastre pour notre collectif.

Isabelle Lefort
Professeur de géographie
Vice-Présidente à la Recherche